

## **PRESENTATION DE L'ENQUETE PRIORITAIRE AUPRES DES MENAGES 1997**

Les Programmes d'Ajustement Structurel, visant l'équilibre des finances publiques et le recentrage des actions de l'Etat tout en privilégiant les finalités économiques du développement, ont négligé au début les conséquences sociales des mesures prises, notamment la détérioration des conditions de vie des couches les plus vulnérables de la population.

La nécessité de prendre en compte cet autre aspect du développement s'est concrétisée par le lancement, en 1987, par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque Africaine pour le Développement (BAD) et la Banque Mondiale du programme dit Dimension Sociale de l'Ajustement (DSA). Ainsi l'exécution de tout programme nécessite un système d'informations sur lesquelles se baseront toutes les réflexions théoriques.. Dans ce sens, la première enquête intégrale (EPM) réalisée en 1993/1994 a pu bénéficier de l'assistance financière du PNUD et de la Banque mondiale. L'Enquête Prioritaire auprès des Ménages de 1997 (EPM 1997) s'inscrit dans le cadre de ce processus auquel la Banque Mondiale, à travers le PAIGEP actuel, assure le financement et confie à l'INSTAT l'exécution et la publication de toutes les informations relatives aux conditions de vie des ménages.

L'EPM 1997 a pour objectif principal de fournir aux Gouvernement et aux Autorités Malgaches, de façon périodique, des données récentes multi-thèmes sur les conditions de vie des ménages malgaches, permettant essentiellement de :

- suivre le niveau de vie des malgaches par l'actualisation des indicateurs sur le profil de pauvreté ;
- actualiser la Matrice de comptabilité sociale de Madagascar ;
- actualiser le Modèle d'équilibre général calculable sur Madagascar ;
- suivre l'évolution de la situation nutritionnelle ;
- actualiser les données sur le secteur informel ;
- réorienter le panier de la ménagère ;
- prendre en compte les aspects sociaux dans la formulation de toute politique économique.

L'enquête a été effectuée auprès de 6.350 ménages répartis sur toute l'étendue du territoire malgache.

### **DEMOGRAPHIE**

La population malgache est estimée à 13.500.000 individus selon les résultats de l'Enquête Prioritaire auprès des Ménages (EPM) de 1997. Parmi les personnes dénombrées, 49,8% sont du sexe masculin et 50,2% du sexe féminin, soit une répartition équilibrée avec un rapport de masculinité estimé à 99 hommes pour 100 femmes. On constate que ce rapport n'a pas tellement changé par rapport aux résultats des dernières opérations effectuées jusqu'à présent (RGPH de 1993, EPM de 1993-94, ENDS de 1997).

La population estimée au cours de l'EPM de 1997 est en majorité très jeune. En effet, pour l'ensemble du pays, 44,5% des individus des deux sexes ont moins de 15 ans. On note que la moitié de la population est âgée de moins de 17,5 ans.

L'âge moyen de la population est de 21,7 ans, et il n'y a pas tellement de différence entre les deux sexes: 22,0 ans pour le sexe masculin contre 21,5 ans pour le sexe féminin. Quant aux personnes d'âge économiquement actif c'est à dire 15 à 64 ans, elles constituent plus de la moitié (52,3 %) de la population, et la

proportion des personnes âgées c'est à dire 65 ans et plus est faible : 3,2 %. Etant donné que le nombre d'inactifs (0-14 ans et 65 ans et plus) est moins important que celui des actifs potentiels (15-64 ans), le ratio de dépendance économique, c'est à dire le rapport des inactifs (0-14 ans et 65 ans et plus) et des personnes d'âges actifs (15-64 ans), est de 91%.

En définitive, quels que soient les faritany, les plus pauvres ont les rapports de dépendance les plus forts, généralement supérieurs à 100%. Quant au plus riches, ce rapport se situe entre 50 et 70 dépendants pour 100 personnes d'âge actifs.

Par l'EPM de 1997, les ménages malgaches ont été estimés à 2 750 000 , dont 635 000 en milieu urbain et 2 115 000 milieu rural; soit respectivement 23,1% et 76,9%.

Dans l'ensemble du pays, la grande majorité (67,6%) des chefs de ménage sont des exploitants agricoles. Si en milieu rural la prédominance des activités agricoles est plus accrue, en milieu urbain la structure des emplois offerts est beaucoup plus diversifiée. En effet, 38,3% des chefs de ménage sont des salariés et 16,8% des exploitants non agricoles. Dans la capitale, près de la moitié des chefs de ménage sont des salariés, 16,3% sont constitués par des petits entrepreneurs non agricoles.

## **EDUCATION**

En ce qui concerne le niveau de scolarisation atteint, la population urbaine est favorisée, à cause d'une inégale répartition des infrastructures. La différenciation entre sexes est nettement moins marquée, ce qui traduit un accès à l'éducation à peu près égal entre les deux sexes. L'éducation est accessible à toutes les couches de la population au niveau primaire. Les inégalités se creusent cependant pour les niveaux secondaire et supérieur, au détriment des ménages les plus pauvres. En d'autres termes, les riches sont plus instruits et les pauvres ont moins de chance de sortir de la pauvreté par l'éducation.

Les taux de scolarisation diminuent à mesure que le niveau considéré augmente. L'objectif déclaré au niveau primaire est d'atteindre un taux de scolarisation de 70% en l'an 2000, jusqu'à 95% en l'an 2015. Les faritany d'Antsiranana, Antananarivo et Toamasina présentent les meilleures situations du point de vue de la scolarisation, tandis que le faritany de Toliary est le plus en retard.

En termes absolus, les ménages les plus riches dépensent davantage que les ménages pauvres. Cependant, si on rapporte ces dépenses scolaires aux dépenses totales du ménage, les pauvres sont plus enclins à réduire leurs dépenses dans les autres postes au profit de l'éducation. Une meilleure allocation des systèmes d'aide scolaire serait bénéfique aux couches les moins aisées de la population.

## **SANTE**

Du point de vue de l'incidence des maladies, une attention particulière doit être apportée aux enfants de moins de 5 ans qui représentent 28% de l'ensemble des malades. Cela reflète une dégradation de la situation de l'état nutritionnel des enfants. Dans l'ensemble, les centres de santé de base publics (CSB) sont les plus fréquentés par la population. C'est dans cette optique qu'il est mentionné l'objectif de doter chaque commune d'un CSB avant la fin de l'an 2000 et chaque centre de soin de personnel qualifié.

On dépense, en moyenne, 23.100 fmg pour une consultation. Ni le sexe ni les groupes d'âges ne semblent avoir d'influence sur ces dépenses en prestation. On paie deux fois plus en milieu urbain qu'en milieu rural. Une politique plus appropriée de recouvrement des coûts serait souhaitable, pour que les soins de santé soient accessibles à tous.

La moitié des enfants malgaches souffrent d'une malnutrition chronique, qui est le reflet des conditions nutritionnelles de l'enfant depuis sa procréation. Les programmes et projets nutritionnels doivent élargir leurs groupes cibles, car aucune catégorie de population n'est épargnée. Deux Faritany présentent une situation alarmante concernant l'émaciation modérée : Toliary et Mahajanga (respectivement 26,2 et 22,6%).

Avant l'âge de six mois, le rôle de l'allaitement maternel est déterminant sur le rapport taille et de poids pour les enfants de moins de 6 mois, mais ensuite se pose le problème d'alimentation des enfants après le sevrage. Par ailleurs, tous les indicateurs montrent un meilleur comportement des filles par rapport aux garçons comme en 1993 mais ils indiquent aussi une dégradation générale par rapport à cette période : un réexamen des programmes et actions en faveur des enfants semble mériter une attention particulière. C'est dans ce contexte qu'est prévue la mise en place, au niveau de chaque collectivité locale, d'un "Système d'information sanitaire".

## **EMPLOI**

En 1997, dans l'ensemble du pays, on a dénombré 7 352 584 actifs sur les 10 456 600 individus en âge de travailler, soit un taux d'activité de 70% en 1997 si cela était de 67% en 1993. Près de 80% de la population active résident en milieu rural, contre seulement 20% en milieu urbain. Les actifs représentent 55% de la population rurale, alors qu'en milieu urbain, ce pourcentage est de 67%.

Les hommes sont légèrement majoritaires dans la population active avec une proportion de 53,4% contre 46,6% pour les femmes. Mais cette situation reste invariable d'un milieu à l'autre. L'âge moyen de la population active est de 30,8 ans.

L'insertion des individus dans le marché du travail est plus importante en milieu rural avec un taux d'activité de 72,9 % contre 61,7 % en milieu urbain. Elle devient de plus en plus massive au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la capitale. On observe une forte insertion des jeunes actifs dans le marché du travail. Le taux d'activité pour les moins de 15 ans atteint plus de 35% et s'établit à 77,6% pour la tranche d'âge de 15 à 20 ans.

A elle seule, la branche d'activité relative à l'Agriculture, l'Elevage, la Pêche et à d'autres activités connexes contribue à hauteur de 75% à la fourniture d'emploi pour les chefs de ménage. Cependant, on constate un renversement de la situation en milieu urbain, où plus des deux tiers des chefs de ménage travaillent en dehors du domaine agricole.

Plus le niveau d'instruction est élevé, moins les actifs s'intéressent à l'agriculture. Près de 95% des actifs occupés non instruits sont concentrés dans la branche primaire. Ceux qui ont atteint un niveau universitaire sont plutôt attirés par les activités de l'administration publique, les activités de fabrication ou de transformation et les autres services.

Le revenu moyen mensuel des activités annuel moyen est de 146.300 Fmg, mais avec de fortes disparités. Les actifs occupés sont mieux rémunérés en milieu urbain qu'en milieu rural. Les branches les plus rémunératrices sont les Banques et Assurances, puis, la santé privée, les Postes et Télécommunication, l'Administration publique et les Transports. Ce sont les activités agricoles qui procurent le moins de revenus. Cela mérite d'être corrigé, par une professionnalisation des métiers agricoles et la création d'un environnement favorable dans l'agriculture.

Le niveau d'instruction est un facteur déterminant du niveau de revenu en ce sens que les actifs les mieux instruits sont les mieux payés. Le revenu annuel moyen varie de 1.500.000 Fmg pour les non instruits à 3.591.000 Fmg pour ceux qui ont atteint un niveau universitaire.

Les résultats de l'enquête montrent l'importance de l'insertion précoce dans le marché du travail en milieu rural, contrairement à ce qui se produit en milieu urbain. Le taux d'activité des enfants de 7 à 15 ans

augmente à mesure que le niveau d'urbanisation diminue : 3,8% pour la capitale, 10,8% pour les autres Grands Centres Urbains, 13,8% pour les Centres Urbains Secondaires et près de 25% pour le milieu rural.

Pour l'ensemble du pays, on compte 210 485 chômeurs, soit un taux de chômage de 3,2%. On assiste à un doublement de l'effectif des chômeurs entre 1993 et 1997. En milieu rural, le taux de chômage est de 2,1% et, en milieu urbain, il est de 8,1%.

Ce sont les jeunes actifs qui ont des difficultés à trouver des emplois. L'âge moyen des chômeurs est de 18 ans. En milieu urbain, les chômeurs sont relativement plus âgés : 22 ans en moyenne dans la capitale et 25 ans dans les autres grands centres urbains. Plus de 83% des chômeurs n'ont pas dépassé le niveau d'enseignement primaire, 15,4% ont atteint le niveau secondaire et 1,3% le niveau universitaire.

Si le recours à une activité secondaire atteint 34,8% en milieu rural, il n'est que de 25,1 % en milieu urbain. Le taux d'incidence des activités secondaires le plus faible s'observe chez les ménages les plus riches 19,1%.

## **AGRICULTURE**

Les résultats de l'Enquête Prioritaire auprès des ménages en 1997 confirment encore l'importance des activités agricoles pour les ménages malgaches. Près de 90% des ménages résidents à Madagascar exercent au moins une activité agricole au cours de l'année 1997. La population agricole totale compte 11 111 000 personnes, soit 82% de la population totale. Près de 90% de cette population vivent en milieu rural.

Les actifs agricoles sont au nombre de 3 123 000 personnes, soit 77% de l'effectif total des actifs à Madagascar. Les hommes sont majoritaires dans l'actif agricole surtout en milieu urbain (54% d'hommes contre 46% de femmes). L'actif agricole est relativement âgé avec un âge moyen de 39 ans. L'autre caractéristique de la main-d'œuvre agricole est le faible niveau de scolarité surtout pour les femmes dont 95% n'ont pas dépassé le niveau primaire.

La superficie moyenne cultivée par ménage agriculteur est de 1,2 Ha. Les exploitations dans le faritany d'Antananarivo sont caractérisées par la faiblesse de leur taille ne dépassant pas 0,7 Ha., tandis que, pour les autres faritany, la taille moyenne des superficies cultivées par ménage peut atteindre plus d'un hectare.

Les transferts intergénérationnels des activités agricoles sont relativement importants. Plus de 53% des terres exploitées ont été acquises par héritage. Moins d'un quart des parcelles ont été acquises par achat direct. Il faut noter aussi l'importance des contributions des autorités locales pour le développement du secteur agricole, puisque 10% des terres cultivées ont été distribués par le village. La pratique du métayage est devenue moins fréquente dans l'agriculture et ne représente plus que 4% du mode de faire valoir des terres.

Contrairement à l'idée reçue selon laquelle l'agriculture malgache est constituée généralement de petites exploitations de type familial, un quart des ménages agriculteurs ont engagé de la main-d'œuvre en 1997. Cette pratique est la plus répandue dans les hautes terres et particulièrement dans le Faritany d'Antananarivo (51% des ménages agriculteurs).

La riziculture reste toujours le type de culture le plus exercé à Madagascar, aussi bien en terme d'effectif des ménages pratiquant qu'en terme de superficie cultivée. Plus de 90% des ménages agriculteurs sont concernés par cette culture et les superficies rizicoles atteignent 1 164 000 Ha.

En 1997, dans l'ensemble du pays, on a récolté 2 610 000 tonnes de riz, 1 481 000 tonnes de manioc, 322 800 tonnes de maïs, 127 500 tonnes d'arachide.

En ce qui concerne le riz, la vente représente 28% de la quantité totale récoltée. Le niveau de l'autoconsommation de riz a connu une nette augmentation par rapport à celui de l'année 1993. Si, en 1993, il se situait à 41%, il atteint plus de 61% de la production totale au cours de l'année 1997.

L'insuffisance d'utilisation des techniques modernes de production constitue un des points faibles de l'agriculture malgache. L'utilisation d'intrants agricoles est très rare et ne touche que moins de 23% des ménages agriculteurs. Mais ce chiffre cache une forte disparité entre les faritany. En effet, pour le faritany d'Antananarivo, plus de 62% des agriculteurs ont déclaré avoir utilisé des intrants agricoles pour leurs cultures alors que dans le faritany d'Antsiranana, la proportion atteint juste 1%.

L'agriculture n'attire pas les investisseurs. Seuls 2% des ménages agriculteurs ont déclaré avoir bénéficié des crédits pour leurs activités agricoles. Cette situation est quasiment invariable d'un faritany à l'autre et quelles que soient les cultures pratiquées.

## **LOGEMENT ET ACCES AUX SERVICES**

Plus de 70% des ménages malgaches habitent dans des maisons individuelles. Quoique le pays soit assez vaste, il faudrait faire un effort pour la construction de logement surtout dans les régions à forte densité de population. La classification par quintile de consommation montre que les plus pauvres habitent les maisons individuelles. Par contre 16,2% des plus riches habitent dans des appartements ou studios contre 5,7% pour l'ensemble des ménages.

La moyenne des nombres de personnes par chambre est de 2,1. Pour un tiers des ménages, une chambre est partagée par plus de 4 individus. La disparité est assez forte entre les différents quintiles de consommation (moyenne nationale de 3,2 par chambre chez les plus pauvres et 1,4 par chambre chez les plus riches). 8 ménages sur 10 sont propriétaires de leur logement. En milieu rural, rares sont les familles qui louent une maison. Ceci est dû à la relative facilité de construction en milieu rural.

Une majorité de la population vit dans un cadre qui est loin d'être à l'abri d'un cataclysme provoqué par une épidémie. Si en 1993/1994, 12,2% des ménages avaient accès à l'eau potable distribuée par un robinet public, la proportion est de 13,9% en 1997/1998. Le taux d'accès au robinet intérieur s'améliorait aussi de 1 point. Une amélioration assez significative se trouve au niveau de l'électrification des foyers avec une hausse de 3,3 points (8,6% en 1993/1994 et 11,9% en 1997/1998).

## **LES ENTREPRISES NON AGRICOLES**

On estime le nombre d'entreprises non agricoles (ENA) à 783.844. En 4 années, il y a une création de plus de 100.000 ENA. Le taux de possession est de 26,9% dans la Capitale, il est de 32,5% dans les autres GCU et en milieu rural on n'a que 24,3% des ménages qui en détiennent une. Le Faritany de Toamasina et celui d'Antananarivo sont en tête en terme de possession d'ENA (24,4%). Ce taux est de 14,6% chez les plus pauvres et 36,0% chez les plus riches.

La répartition des ENA par branche d'activité est penchée du côté tertiaire(42,3%). Les activités secondaires sont plus concentrées à Toamasina. Le taux de création nette en une année est assez faible (1,8%). On note un vieillissement des unités de production du secondaire.

67,0% des ENA n'emploie que leur gérant. Le chiffre d'affaires moyen annuel est de 6.985.583 Fmg. 22,5% des propriétaires d'ENA ont déclaré avoir payé des impôts ou taxes durant les douze derniers mois.

La promotion des petites unités de production nécessite la mobilisation des épargnes de proximité étant donné que seulement 2,6% d'entre eux ont eu accès aux crédits bancaires. La possession de numéro statistique ne concerne que 16,7% et 1,7% déclarent leurs employés à la CNaPS.

## **DEPENSE**

Dans l'ensemble, en comparaison avec l'enquête 1993, les ménages les plus pauvres sont moins nantis qu'auparavant tandis que tous les autres groupes ont vu leur dépense augmenter.

C'est dans le faritany d'Antananarivo et celui de Toliara que le nombre de plus nantis a augmenté, par contre le nombre des moins nantis a diminué à Toamasina et Toliara. Le faritany d'Antananarivo constitue les 43% de la masse totale des dépenses avec 28% des ménages malgaches. Dans tous les autres faritany, la part de dépense est inférieure au poids de la population sauf à Toliara et Antsiranana.

En général, l'inégalité de la distribution des dépenses entre les ménages les plus riches et les plus pauvres s'est légèrement amoindrie par rapport à la situation de 1993. En valeur nominale, la dépense moyenne annuelle par ménage s'est accru de 73%, l'écart maximum s'observe entre Antananarivo (3 millions de Fmg) et Fianarantsoa (1,2 millions Fmg). La dépense moyenne d'Antananarivo dépasse la moyenne nationale quelque soit le poste tandis qu'à Fianarantsoa et Mahajanga, elle est inférieure à la moyenne nationale. La part de l'alimentation occupe au moins la moitié des dépenses courantes des ménages.

Par groupe socio-économique, ce sont surtout les entrepreneurs de service qui ont un comportement différent des autres: leurs dépenses dépassent la moyenne nationale et surtout pour le transport, le sport - loisir et le restaurant.

## **LES REVENUS DES MENAGES**

Les revenus des ménages proviennent en principe de la rémunération de leurs activités. A l'exception des ménages ayant des activités secondaires et/ou tertiaires, les revenus sont fonctions croissantes du nombre de la population occupée, du temps de travail et taux de salaire. Pour avoir une meilleure condition de vie, il est souhaitable que la courbe de la masse de revenu soit au moins supérieure à la courbe de la population.

L'enquête prioritaire de 1997 a estimé la masse de revenu total des ménages malgaches à 6.270 milliards de FMG pour un ensemble de ménages de 2.749.440, soit un revenu moyen annuel de 2.278.646 FMG par ménage.

27,9% , 23% et 18% de la masse de revenu du pays se trouvent respectivement à Antananarivo, Toamasina et à Toliary. Le faible taux (9,1 % ) revient à Mahajanga. En classant les ménages suivant leur revenu moyen annuel, trois faritany ont par ordre décroissant, un niveau de revenu élevé: Toamasina, Antsiranana et Toliary. Le revenu moyen est relativement faible à Fianarantsoa. Il faut cependant se garder de tirer des conclusions hâtives sur le classement régional puisque ce niveau moyen de revenu ne tient pas compte de la nature de la distribution de revenu dans chaque région c'est à dire de l'ampleur des inégalités à l'intérieur de chacun des faritany d'autant plus que le mode de comportement, le mode d'absorption domestique et les conditions d'accès aux besoins alimentaires et non alimentaires varient d'un individu à un autre, d'un groupe à un autre et d'un faritany à un autre.

A Antananarivo, la part de revenus et la proportion de la population sont sensiblement égales. Les parts de revenu sont légèrement supérieures aux proportions de la population à Toliary et Antsiranana. Cette différence est plus marquée à Toamasina (+6,4 %), dénotant une certaine plus grande disponibilité de revenu

que de l'effectif de la population. La situation inverse se produit à Fianarantsoa où la part de revenus dans la masse totale diminue de 8,4% par rapport à la proportion de sa population.

Dans l'ensemble, il y a une amélioration peu significative de la distribution des revenus par rapport à la situation de 1993 mais l'écart d'amélioration semble être tributaire de la classe initiale ou du rang de quintile d'appartenance des ménages

54,6% de la masse de revenu sont entre les mains des exploitants agricoles qui représentent environ 67,6% des ménages de Madagascar. Vient en seconde place le groupe des salariés, 14,6% des ménages, avec une part de revenu de 20,7% .

### **FEMMES CHEFS DE MENAGES**

Le nombre de femmes chefs de ménage à Madagascar se chiffre à 477.558 individus, soit 17,3 % des chefs de ménages observés au cours de l'année 1997. Cette proportion a connu une baisse de 1,8% comparée au résultat de l'EPM-93.

D'une manière globale, le niveau d'instruction influe sur la situation des ménages . Toutefois en regardant les deux premiers quintiles, il est surprenant de constater que les femmes ayant suivi l'enseignement primaire se débrouille moins bien que les sans instruction. Considérant alors le confinement des pauvres dans les activités agricoles, cela pourrait traduire le fait qu'ayant été déconnectées de ces travaux agricoles pendant un certain temps, les femmes du niveau d'instruction primaire sont moins habiles que les autres. Une réforme de l'enseignement primaire devrait ainsi prendre en compte cet aspect dans le milieu rural. Il est en effet constaté par ailleurs, qu'en matière de fécondité et de taille de ménage, les femmes chefs de ménage sans instruction ont un meilleur comportement que les femmes du niveau d'instruction primaire.

Quel que soit le faritany considéré, la plupart des femmes chefs de ménage malgaches travaillent dans le secteur agricole et en terme relatif leurs poids fluctuent entre 48% et 77,3%. Bon nombre des femmes chefs de ménage exploitent en général des terres d'une superficie maximum de 1,5 ha en d'autres termes elles sont toutes des " petits exploitants agricoles ".

Il convient de souligner que 28,6% des femmes chefs de ménage possèdent leurs propres entreprises non agricoles. Le secteur tertiaire est le secteur de prédilection de 47,8% d'entre elles.